

NOS TROUPES ATTAQUENT AU SUD DE L' AISNE ET FONT 1.060 PRISONNIERS

EXCELSIOR

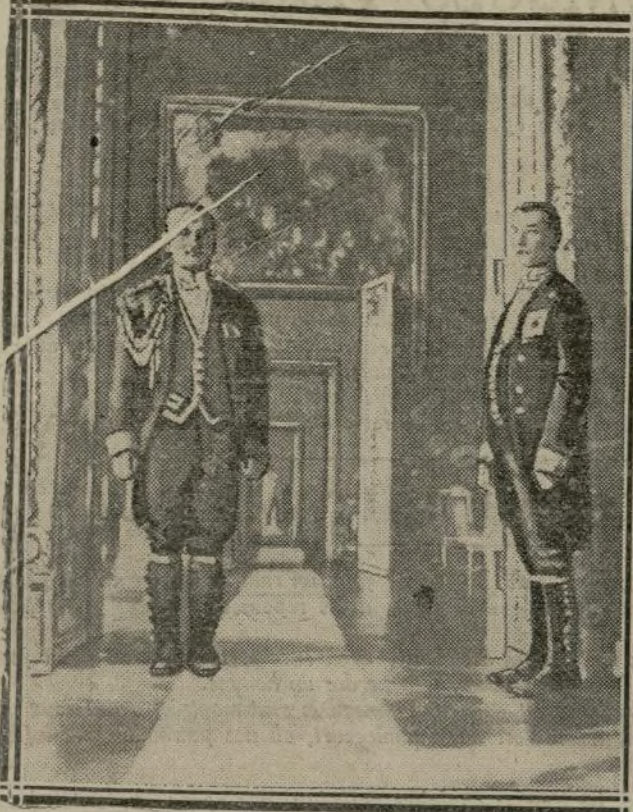
9^e Année. — N° 2.779. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Samedi
29
JUN
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Engbien, 20. — PARIS (X)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 15.00
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS
France... 3 mois 10 fr.; 6 mois 18 fr.; 1 an 35 fr.
Étranger... 3 mois 20 fr.; 6 mois 35 fr.; 1 an 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B⁴ des Italiens. - Tél. : Gut. 12-45
:: PIERRE LAFITTE FONDATEUR

L'EX-TSAR NICOLAS II A-T-IL ÉTÉ ASSASSINÉ ?



LES GARDES DU TSAR (1916)



LES GARDES DU TSAR PRISONNIER A TSARSKOIE-SELO (1917)



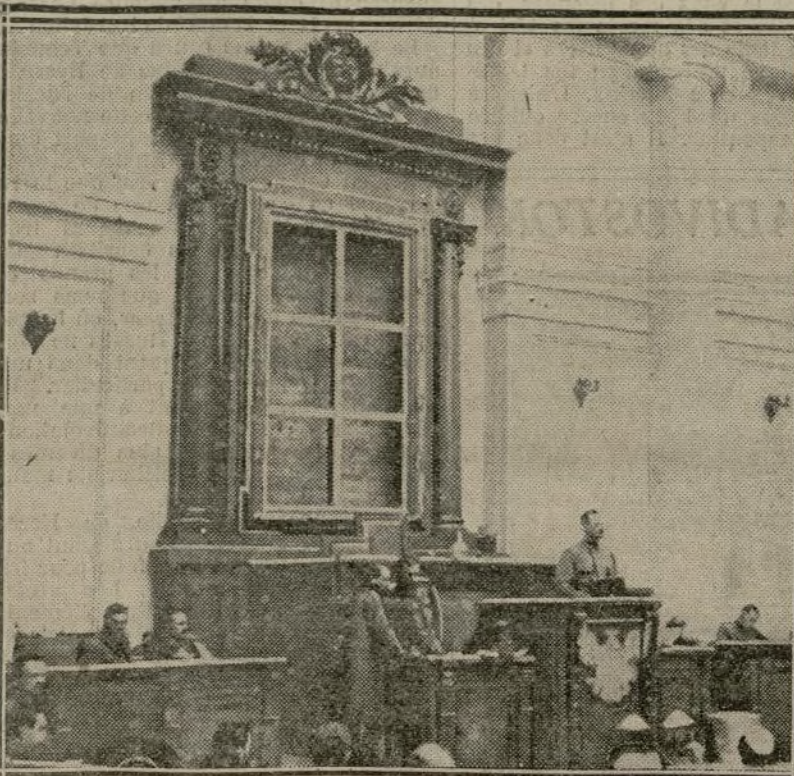
L'AIGLE DÉBOULONNÉE (1917)



LE TSAR OFFRANT L'ICONE A L'ADORATION DE SES SOLDATS (1916)



LE TSAR ET SES FILLES GARDÉS PAR LES SOLDATS RÉVOLUTIONNAIRES (1917)



A LA DOUMA : LE PORTRAIT DU TSAR ARRACHÉ

Depuis 48 heures le bruit court que l'ex-tsar Nicolas II a été assassiné en Sibérie par des gardes rouges de son escorte. Les cercles maximalistes démentaient, hier encore, la tragique nouvelle, mais la "Gazette de Francfort" affirmait, par ailleurs, qu'un télé-



LE MONOGRAMME DU TSAR VOILÉ DE ROUGE



M. KERENSKY ASSIS DANS LE FAUTEUIL DU TSAR

gramme de Tchitcherine, adressé de Moscou à la cour du grand-duc de Darmstadt, annonçait que l'ex-tsar avait été assassiné entre Ekaterinenbourg et Perm. Mais des nouvelles allemandes de source officielle démentent l'existence de ce télégramme.

GRANDE MANIFESTATION INTERALLIÉE

LE JEUDI 4 JUILLET LA FÊTE NATIONALE DES ÉTATS-UNIS SÉRA AUSSI FÊTE FRANÇAISE

La Chambre et le Sénat l'ont décidé hier par un vote unanime.

UNE CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE

M. Pams, ministre de l'Intérieur, a donné lecture hier, à la Chambre, d'un télégramme adressé aux préfets en vue de faire célébrer la fête nationale américaine. En voici le texte :

L'armée américaine arrive en France par centaines de mille hommes chaque mois ; de semaine en semaine, de nouvelles divisions entrent en ligne avec nos soldats et avec ceux de nos alliés, témoignant des premières rencontres d'un héroïsme égal à celui de leurs frères d'armes.

L'aide que les États-Unis nous apportent avec tout leur cœur, avec toute leur puissance, vaut à la France envahie, à l'heure décisive de cette guerre, un immense réconfort matériel et moral.

L'ennemi redouble ses coups parce qu'il a besoin de finir vite ; nous redoublons de fermeté parce que nous savons que chacune des dures journées que nous vivons nous rapproche de celles où la supériorité de notre force mettra dans nos mains la victoire.

L'histoire dira ce qu'a été, dans la lutte sacrée où nous sommes engagés, le concours américain.

Elle dira que l'Amérique, désintéressée, est venue à nous à l'appel de son chef éminent parce que notre cause est juste.

Elle dira que l'Amérique, pacifique par principe et par tradition, est entrée dans la plus atroce des guerres parce qu'il y avait dans cette guerre à défendre la liberté humaine et le droit des démocraties.

Elle dira que, pour tenir sa place dans la bataille que nous menons depuis quatre ans, l'Amérique a fourni le plus prodigieux des efforts militaires, industriels et financiers que jamais peuple libre se soit imposé pour répondre au commandement du devoir.

Avec l'Amérique, et par elle, nous et nos alliés, soldats de la justice, nous sommes sûrs de vaincre si nous savons attendre en combattant.

La sainteté d'un même idéal de paix et de liberté unit les cœurs américains et les cœurs français ; en repoussant l'agression allemande, nous faisons la guerre à la guerre, nous préparons à la démocratie un monde où la force sera la sauvegarde du droit.

Le 4 juillet prochain, les États-Unis célébreront leur fête nationale. De même que la nôtre, dix jours plus tard, sera une fête américaine, la fête américaine doit être une fête française. Entre les deux Républiques sœurs, tout, désormais, est commun : souffrances et joies, deuil et espoir.

Le gouvernement est donc assuré de répondre au sentiment profond du pays en prescrivant pour le 4 juillet les mêmes dispositions que pour le 14 juillet.

Vous voudrez bien, en donnant à ce qui précède la publicité voulue, permettre à nos populations des villes et des campagnes, si grandes par leur labeur et par leurs sacrifices, de s'associer aux souvenirs, glorieux pour l'Amérique et pour la France, que cet anniversaire évoque des deux côtés de l'Océan.

Dans un bel élan d'enthousiasme, la Chambre a voté, hier, à l'unanimité, la motion par laquelle M. Bokanowski et un certain nombre de ses collègues lui proposaient de convier le gouvernement à s'associer aux manifestations par lesquelles les États-Unis célèbreront, le 4 juillet, leur fête nationale.

Les députés étaient très nombreux. M. Sharp, ambassadeur des États-Unis, et plusieurs diplomates alliés se trouvaient dans la loge diplomatique.

M. Franklin-Bouillon, président de la commission des Affaires extérieures, ap-



M. BOKANOWSKI M. FRANKLIN-BOUILLON

porta tout d'abord l'adhésion de cette dernière à la proposition de M. Bokanowski :

— Il y a un an, dit-il, les premiers soldats de l'armée des États-Unis débarquaient en France, et, au milieu des acclamations de la foule, traversaient Paris pour se rendre au front. Il y avait là moins de trois mille hommes. Aujourd'hui, il y a près d'un million d'Américains en France, et les dernières batailles ont montré la valeur incomparable de ces soldats !

De vifs applaudissements éclatèrent.

Le président de la commission des Affaires extérieures évoqua les heures difficiles où les États-Unis luttèrent pour leur indépendance et où la France, oubliant ses propres difficultés, apportait à la jeune république le concours de volontaires héroïques et enthousiastes.

— Aujourd'hui, s'écria-t-il, c'est tout un peuple qui, mu par les mêmes sentiments, accourt à notre appel pour sauver avec nous et nos alliés la liberté, le droit, menacés par le plus cruel retour de barbarie que l'histoire ait connu.

M. Pams, ministre de l'Intérieur, déclara que le gouvernement accueillait d'autant plus la proposition qu'il avait la volonté d'en prendre l'initiative.

— Il ne l'a pas fait, dit-il, parce que l'initiative prise par le Parlement donne à cette manifestation toute sa signification. Elle affirme, en effet, que la représentation nationale est la fidèle interprète des sentiments du peuple français !

La Chambre applaudit longuement.

Une dépêche du général Pershing

Le ministre de l'Intérieur donna lecture de la circulaire qu'il venait d'adresser aux préfets pour les inviter à considérer la fête du 4 juillet comme une fête française. Il fit ensuite connaître à l'assemblée la dépêche suivante que le gouvernement venait de recevoir du général Pershing :

« La nouvelle que le Parlement, d'accord avec le gouvernement, a l'intention de voter une motion décidant que le 4 juillet sera célébré comme une fête nationale française a été accueillie par moi et par les troupes que je commande avec une vive reconnaissance. »

Cette preuve d'amitié de la part de la

Brochure envoyée franco

PIGIER, 63, rue de Rivoli, Paris

SITUATIONS

AU PALAIS-BOURBON

NOTRE POLITIQUE ÉCONOMIQUE ET CELLE DE L'AMÉRIQUE

M. Clémentel et M. André Tardieu les exposent à la Chambre à l'occasion d'une interpellation de M. Emmanuel Brousse sur les consortiums.

Un intéressant débat économique s'est institué hier à la Chambre, à l'occasion de l'interpellation de M. Emmanuel Brousse sur les consortiums.

Il s'agit des ententes instituées depuis quelques mois entre commerçants et industriels, et qui, tendant à supprimer la concurrence et pouvant paraître favoriser la spéculation, donnent lieu à diverses critiques.

M. Emmanuel Brousse demandait notamment au ministre du Commerce de lui dire les principes dont ils se sont inspirés et quelles seront leur étendue et leur durée ?

Rappelant qu'une des conséquences de la guerre avait été de provoquer sur les marchés une recrudescence de demandes qui a rompu l'équilibre existant auparavant avec les offres, M. Clémentel, ministre du Commerce, indiqua les mesures que les gouvernements avaient été obligés de prendre en présence de cette situation anormale. Il montra ainsi comment, après être arrivé au système de l'acheteur unique pour la France, nous avions dû arriver à l'acheteur unique interallié. Il expliqua :

— Les produits une fois achetés, transportés et payés, se posent les problèmes de la répartition et de la péréquation. Il a fallu établir une discipline de guerre.

C'est une erreur de croire que les consortiums dirigent. L'organisation que nous avons imaginée comprend, à côté du ministre, un comité où se trouve légitimement une majorité de fonctionnaires et qui répartit les produits. Puis, pour éviter les hausses, il a fallu prendre également certaines dispositions. Si un commerçant viole notre réglementation, nous lui refusons la marchandise.

Le ministre ajouta que l'instrument de guerre ainsi créé pouvait être, demain, un puissant instrument économique de paix.

Très brièvement, mais avec toute la clarté et toute la précision qui lui sont habituelles, M. André Tardieu exposa ensuite la politique suivie par le gouvernement américain dans cette question des consortiums.

Quand ils sont entrés dans la guerre, les États-Unis ont trouvé leur marché désorganisé par la concurrence que s'y étaient faites les nations alliées, voire les administrations distinctes d'une même nation. Ils ont compris la nécessité de substituer la règle, l'ordre et la légalité au régime d'incohérence qui avait régné jusqu'alors. L'exécution a été immédiate.

Pour être certain que la production serait bien organisée, répartie et transportée, le gouvernement américain a créé un organisme nouveau, armé d'un pouvoir de réquisition générale. Il s'est assuré la possibilité de fixer les prix, le droit de régler l'ordre des productions, de n'autoriser que les productions immédiatement nécessaires à la guerre. Il a mis la main sur les chemins de fer ; il a réquisitionné la flotte existante et les chantiers de constructions navales.

Pendant que le gouvernement américain imposait à ses nationaux cet ensemble d'organisations et de restrictions, comment n'aurait-il pas invité ses alliés à ne pas entraver la réalisation de son large dessein ? De là la politique d'exportation, qui prend sa forme définitive à partir du 1^{er} juillet, et le système des consortiums.

Pour tous les produits essentiels à la guerre, les demandes ne doivent être transmises à l'autorité fédérale que par les hauts commissariats des Alliés, et cette autorité se réserve d'examiner et de modifier, au besoin, les contrats en vertu desquels ces demandes sont formulées.

D'autre part, le haut commissariat doit prouver que la commande est immédiatement nécessaire à la guerre, et établir que le fret nécessaire au transport existera quand la commande sortira de l'usine.

Pour les denrées alimentaires, le gouvernement américain ne nous a pas laissé le choix : il faut nous soumettre à la loi.

Quand il a fait sur nous une pression courtoise mais tenace, afin que nous arrivions à l'acheteur unique pour les produits gras et les viandes, il nous a indiqué, à nouveau, tout l'intérêt de cette méthode. D'ailleurs, il refuse toute licence aux importateurs privés.

Très applaudi, M. André Tardieu a montré la clarté de la conception américaine et les avantages d'une organisation qui n'a tué, en somme, aux États-Unis, que l'industrie des intermédiaires.

Après une brève intervention de M. Chaumet, le débat fut clos par le vote d'un ordre du jour de confiance.

Léopold BLOND.

DEVANT LA FORÊT DE VILLERS-COTTERETS

NOS TROUPES ATTAQUENT ENLÈVENT TROIS VILLAGES ET FONT 1.060 PRISONNIERS

Une action des Anglais au nord de la Lys leur rapporte 300 prisonniers.

COMMUNIQUÉS FRANÇAIS

14 HEURES. — Au nord-ouest de Montdidier, nous avons réalisé une légère avance au bois Senecat et fait une trentaine de prisonniers.

Entre la Marne et l'Oucre, une opération de détail au sud de Dammard nous a permis de faire 22 prisonniers.

Nuit calme sur le reste du front.

23 HEURES. — Au sud de l'Aisne, nous avons attaqué ce matin, depuis le sud d'Ambleny jusqu'à l'est de Montgobert, dans le dessein d'enlever à l'ennemi les places d'armes qu'il avait aménagées dans cette région.

Sur un front de 7 kilomètres, nos troupes ont pénétré dans les organisations allemandes, enlevé Fosses-en-Haut, Laversine et les hauteurs au nord-ouest de Cutry, et ont porté leurs lignes aux abords ouest de Saint-Pierre-Aigle, ainsi que sur les croupes au sud de ce village. Notre avance atteint, sur certains points, 2 kilomètres.

Le chiffre des prisonniers actuellement dénombrés est de 1.060.

Aucun événement important à signaler sur le reste du front.

COMMUNIQUÉS BRITANNIQUES

13 HEURES. — Dans la nuit du 26 au 27 juin, un raid contre un de nos postes dans les environs de Moyenneville, au sud d'Arras, a été repoussé avec des pertes pour l'ennemi.

Hier, un détachement de nos troupes a exécuté, avec succès, un raid en plein jour près de Méricourt et fait quelques prisonniers, sans perdre un homme.

Pendant la nuit, notre artillerie et celle de l'ennemi se sont montrées actives aux environs du bois du Rossignol, au sud-est de Gommecourt, où nos patrouilles ont infligé des pertes à l'ennemi.

21 H. 30. — Ce matin, les troupes anglaises ont réussi une opération de détail sur un front d'environ 3 milles 1/2 à l'est de la forêt de Nieppe.

Notre ligne sur ce front a été avancée d'une profondeur moyenne de 1 mille. Plus de 300 prisonniers et 22 mitrailleuses ont été capturés. Tous nos objectifs ont été atteints, y compris les hameaux de l'Épinette-Verte, Rue et La Becque.

L'ennemi a été surpris et nos pertes sont légères.

À la même heure, les troupes australiennes ont attaqué et enlevé plusieurs postes à l'ouest de Merris, faisant 43 prisonniers et capturant 6 mitrailleuses.

Sur le reste du front britannique, la situation n'a pas changé.

Cette longue accalmie cache à peine les laborieuses préparatifs d'une offensive de grande envergure. Nous mettons ce temps à profit.

Sur notre front, des opérations de détail nous ont permis d'améliorer nos positions

fondeur qui atteint par endroits deux kilomètres. Plus de 1.000 prisonniers sont restés entre nos mains. Ce succès complète notre opération du 15 juin sur Comvres et nous rend maîtres de toute la ligne des hauteurs à l'est du ravin de Laversine. Ce



au nord-ouest de Montdidier et nous ont rendu les ponts du Ru d'Alland, au sud de Dammard. Une action, locale également, mais de plus d'importance, a été entreprise hier matin au sud de l'Aisne. Nous avons enlevé les villages de Laversine et de Cutry ; notre progression s'est étendue sur un front de sept kilomètres et une pro-



sont là d'excellentes positions qui nous donnent des vues sur les lignes ennemies. De leur côté, les troupes britanniques ont amélioré leurs positions aux lisières de la forêt de Nieppe, en progressant d'environ 1.600 kilomètres sur un front de 4 kilomètres et faisant à l'ennemi 300 prisonniers.

Jean VILLARS.

LES AFFRES DE LA RUSSIE

L'ASSASSINAT DE NICOLAS II N'EST PAS CONFIRMÉ

La Russie est le pays des légendes, des récits merveilleux et des morts mystérieuses. On y a vu jadis des aventuriers et des imposteurs, qui se prétendaient fils légitimes de tsars, régner à Moscou. L'histoire des faux Démétrius n'est pas encore oubliée au pays de Raspoutine. Il n'est donc pas

surprenant qu'on ait annoncé l'assassinat

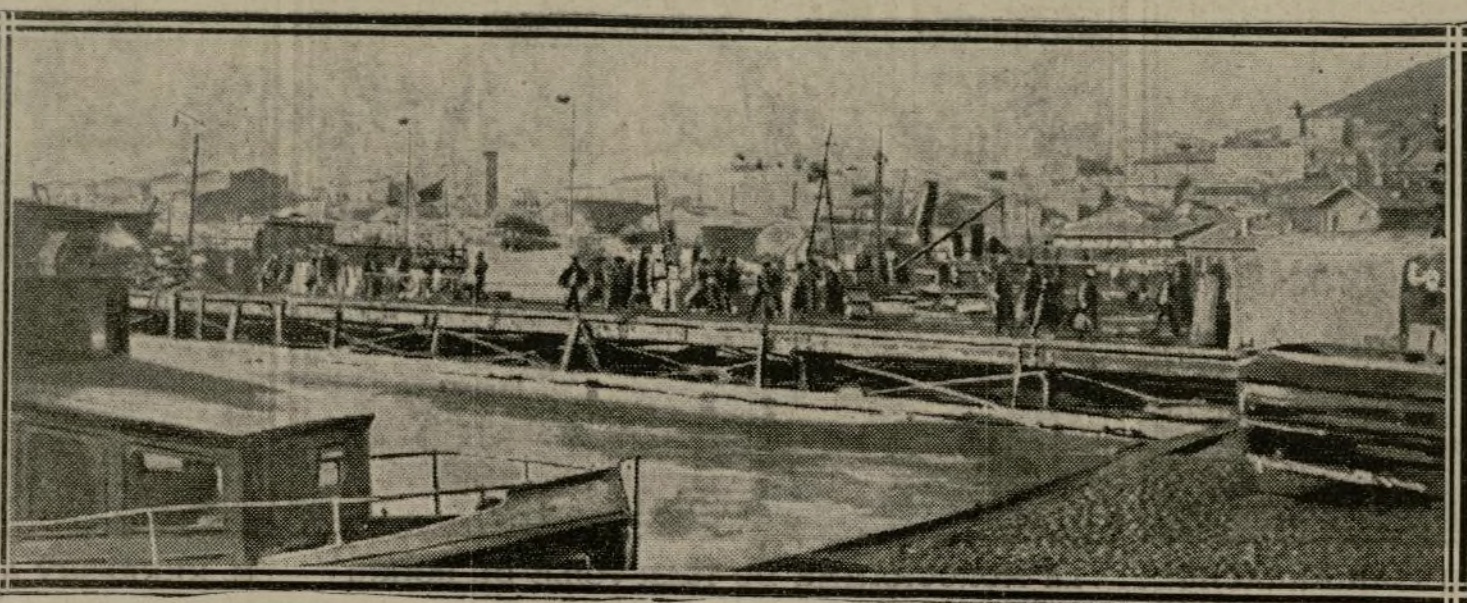
de Nicolas II et la mort du tsarévitch Alexis. Le bruit a même couru que Tchitcherine aurait averti le grand-duc de Hesse, frère de l'impératrice, de la fin de Nicolas II. A Darmstadt, on dément cette nouvelle. On n'y a donc pas reçu le faire-part du commissaire du peuple aux Affaires étrangères.

Il n'en est pas moins vrai que la Russie traverse en ce moment une de ces crises morales où toutes les rumeurs trouvent créance, parce que les esprits ressentent ce trouble qui précède les grands événements. N'oublions pas que nous sommes au temps des nuits blanches, où le soleil se couche à peine, où les Russes ne dorment pas et sont par conséquent dans un état d'excitation nerveuse particulière. Faut-il s'attendre prochainement à une nouvelle révolution ou à une contre-révolution ? En tout cas, les idées les plus diverses sont agitées, et le pouvoir bolcheviste manifeste une certaine inquiétude.

La réapparition subite de Kerensky, échappé par miracle et surgissant au congrès de Londres, est bien faite pour frapper les imaginations russes. Les socialistes révolutionnaires et les autres éléments qui ne renoncent pas à l'idée de patrie et qui refusent de reconnaître la validité du traité de Brest-Litovsk relèvent la tête. Depuis la dissolution de la Constituante, ces partis avaient perdu courage. La rentrée en scène de Kerensky est propre à leur rendre l'espérance.

Tels sont les indices divers qui permettent de penser que du nouveau pourrait survenir prochainement en Russie. Nous ne croyons pas cependant que les bolcheviks, si affaiblis soient-ils, se laissent chasser du pouvoir sans résistance. Ils n'ont pas organisé pour rien la garde rouge, et même, s'il le faut, ils recourront à l'Allemagne.

40.000 TCHÉCO-SLOVAQUES ENTRENT A VLADIVOSTOK



UNE VUE RÉCENTE DES QAIS DU COMMERCE, DANS LE PORT DE VLADIVOSTOK

BERNE, 28 juin. — On annonce de Berlin que, suivant un télégramme d'Helsingfors au Fremdenblatt, 40.000 Tchéco-Slovaques sont entrés à Vladivostok. Les autorités du Soviet ont été renversées à la suite d'un combat court, mais acharné. (Havas.)

LES CONTES D'EXCELSIOR

LETTRES D'AMOUR

PAR ALBERT ACREMANT

Malgré ses quarante-cinq ans, Mme Castagossé, qui était veuve, conservait l'espoir de se remarier. On la rencontrait dans tous les endroits à la mode. Grande, bien faite, elle aurait semblé jolie femme si elle avait porté des toilettes de son âge. Mais, à vouloir se rajeunir, elle paraissait un peu ridicule avec ses talons pointus et ses jupons trop courts.

Pourtant, elle rencontrait encore des admirateurs. Il y avait des hommes timides, modestes, que ses allures attireraient en même temps qu'elles les inquiétaient. Ils se laissaient aller à lui raconter les déceptions qu'ils avaient eues. Les hommes aiment beaucoup confier aux femmes qu'ils n'ont pas été heureux ! Sans doute pour leur faire croire qu'il en était été autrement s'ils les avaient connues plus tôt !...

Mme Castagossé jouait son rôle en grande coquette. Comme elle voulait autre chose qu'une aventure, elle agissait prudemment. Hélas ! dès qu'elle avait ses intentions, on trouvait toujours un prétexte pour manquer le rendez-vous suivant. C'était déplorable !

On comprenait donc qu'elle usât de précautions avec son admirateur du moment, un ancien magistrat, nommé Jean Candide, qu'elle paraissait aimer sincèrement.

A l'époque des vacances, qu'il passait à Boulogne-sur-Mer, elle exigea qu'il lui écrivît tous les jours. Il le lui promit et tint parole.

De sorte que, chaque matin, selon la coutume bien établie, Eugénie, la cuisinière de Mme Castagossé, eut le loisir de décaucher une lettre d'amour. Elle adorait connaître la correspondance de sa patronne. Extrêmement laide, elle avait gardé d'un ancien emploi d'institutrice des goûts romanesques. Avec soin, elle recollait l'enveloppe et la portait à Mme Castagossé, qui la recevait dans son lit avec des cris de joie.

Quand, par hasard, la poste était en retard, Eugénie observait que l'humeur de sa maîtresse changeait. Si une lettre était moins tendre, la journée était mauvaise. Mme Castagossé trouvait le service mal fait, le déjeuner trop cuit, le salon mal balayé. Or, Eugénie détestait les reproches. Elle était prête à tout pour éviter les discussions.

Lorsqu'un matin elle lut la lettre par laquelle M. Candide annonçait à Mme Castagossé qu'il avait réfléchi et romptait leurs pseudo-fiançailles, elle fut émue. C'était une période de complications qui allait commencer.

Eh bien ! non. Elle ne voulait pas que sa belle tranquillité fût gâchée ainsi. Cette lettre douloureuse, elle ne la remit pas à sa destinataire.

Mme Castagossé, bien entendu, sans nouvelles de son ami, fut d'un caractère détestable.

— Que serait-ce, pensait Eugénie, si elle connaissait la vérité ? Ce ne serait plus de la mauvaise humeur, mais de la rage... Il ne faut à aucun prix qu'elle sache. Ou, tout au moins, qu'elle sache le plus tard possible !... Gagnons du temps. Le temps réserve quelquefois des surprises !...

Elle décida donc d'écrire elle-même des lettres qu'elle signerait : Jean Candide. Elle avait un don particulier pour l'imitation des écritures. Rien ne lui fut plus facile.

Le magistrat avait annoncé qu'il refuserait dorénavant toutes les lettres de Mme Castagossé. Comme celle-ci mettait son adresse sur l'enveloppe, les lettres lui revenaient avec : *Retour à l'expéditeur*. Eugénie les reçut et put répondre en connaissance de cause. Ce fut une correspondance parfaite ! Comment Mme Castagossé aurait-elle pensé vérifier les cachets de la poste ? Elle croyait son mariage proche. Il n'en fallait pas davantage pour qu'elle fût heureuse !

Jean Candide ne lui avait d'ailleurs jamais écrit de choses aussi exquises. Eugénie avait dans son répertoire tout ce qu'elle eût aimé qu'on lui écrivît à elle-même. Elle prenait son rôle très au sérieux et ne reculait pas devant les déclarations enflammées. C'est à peine si elle souriait, quand elle surprenait sa maîtresse occupée à embrasser une de ses lettres. Elle ne s'arrêtait pas à se moquer de la situation d'une femme ouvrant ainsi son cœur à sa cuisinière. Elle avait le calme et le repos qu'elle désirait. Elle ne demandait qu'à continuer.

Pourquoi faut-il que les hommes soient changeants ?

Un jour vint où M. Candide, pris de remords, écrivit à Mme Castagossé pour solliciter son pardon et lui annoncer son retour. Qu'allait faire Eugénie ? Devrait-elle tout avouer ?

Elle attendit le magistrat dans l'antichambre. Il était tremblant, inquiet de l'accueil qu'on lui réserverait. En le regardant dans les yeux, elle lui dit :

— Je vous donnerai des détails plus tard. Pour l'instant, sachez que ma patronne ignore que vous l'avez quittée. Ne lui en parlez pas. Elle est heureuse, parce qu'elle croit que vous lui avez écrit tous les jours !...

— Ah ! mon amour, vous voilà !... Comme je suis contente de vous voir !... Vous m'avez écrit de si jolies lettres... surtout les dernières !... Je les porte tous les jours sur mon cœur !... **ALBERT ACREMANT.**

BÉNÉDICTINE

TONIQUE — DIGESTIVE

• La Grande Liqueur française •

5 HEURES
DU
MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES
DU
MATIN

L'AGENCE WOLFF CONFIRME LA MORT DE NICOLAS II

Mais les journaux suisses publient une information d'après laquelle l'ex-tsar serait en sûreté.

AMSTERDAM, 28 juin. — Une dépêche Wolff confirme la mort du tsarévitch et l'assassinat de Nicolas II. L'ex-tsar aurait été tué dans le train, alors qu'il quittait Ekaterinbourg, immédiatement après la prise de la ville par les Tchéco-Slovaques. (Radio.)

D'autre part, à une heure du matin, l'agence Havas nous communique la dépêche suivante :

BALE, 28 juin. — Les journaux suisses publient une information, qu'il convient de n'accueillir que sous toutes réserves, et d'après laquelle la cour de Darmstadt aurait reçu de Moscou, par l'intermédiaire de l'ambassade russe à Berlin, l'avis que l'ex-tsar serait en sûreté.

Un nouveau démenti

BALE, 18 juin. — On mande de Kieff : Le journal *Wacha Rodina* apprend d'un membre du gouvernement des Soviets que le bruit de l'assassinat de l'ex-tsar est faux.

Nicolas II et sa famille sont en bonne santé et hors de danger ; il est faux également que l'ex-tsar soit cité devant un tribunal révolutionnaire.

Les souvenirs de M. Viviani sur Nicolas

M. René Viviani, ancien ministre des Affaires étrangères et président du Conseil, est allé en Russie en avril 1914 et en août 1916. Nous nous sommes présentés, hier, à son domicile, afin d'obtenir quelques souvenirs sur ses voyages, et, si possible, des anecdotes sur Nicolas II. Mais il ne nous a pas dissimulé combien était délicate l'interview que nous sollicitions.

— Sur les questions diplomatiques, nous déclarai-je, vous ne serez pas surpris que je garde le silence. Vous devez comprendre que je suis tenu au plus grand secret.

— En ce qui concerne Nicolas II en personne, vous me voyez d'autant plus embarrassé pour vous répondre qu'à l'heure actuelle on ignore encore si la nouvelle de son assassinat est exacte, ou si ce n'est pas un faux bruit répandu à dessein par les bolcheviks. Je me contenterai donc de vous dire que j'ai conservé de l'ancien tsar le souvenir d'un homme excessivement aimable, très modeste, et d'une timidité souvent gênante pour ses interlocuteurs.

— C'était un bon père de famille, que je ne saurais mieux comparer qu'à un riche rentier qui a une villa à Saint-Cloud. Il habitait rarement Tsarskoïé-Selo. Ses préférences allaient à une petite habitation qu'il possédait à quelques kilomètres du palais. Il aimait s'y retirer en compagnie de l'impératrice et de ses enfants.

— C'est dans ce « cottage » qu'une fois l'honneur d'être reçu, l'accueil fut charmant. Nicolas II, il n'y a pas à en douter, était un ami de la France, un ami sincère. Il l'aimait, non pas seulement par sentiment personnel, mais parce qu'il avait une conscience très droite et qu'il avait le respect de la signature donnée. Il l'aimait aussi, je dirais presque, par tradition paternelle, il avait, en effet, pour la mémoire de son père et pour tout ce qu'il avait fait un culte mystique.

Les fins tragiques des tsars russes

L'assassinat de Nicolas II ajoutera un nom à une série de fins tragiques qui comprend, en remontant dans l'histoire des tsars, celle d'Alexandre II, qui fut, en 1881, victime d'un attentat nihiliste ; celle d'Alexandre I^{er}, dont la mort, en 1825, fut mystérieuse ; celle enfin de Paul I^{er}, père du précédent et qui fut assassiné le 12 mars 1801.

Le chancelier Hertling au G. Q. G. allemand

GENÈVE, 28 juin. — On télégraphie de Berlin :

« M. von Hertling est arrivé aujourd'hui au grand quartier général pour faire, à l'empereur un exposé de la situation créée par le discours de M. von Kühlmann. » (Radio.)

Les Italiens ont fait 20.000 prisonniers

LONDRES, 28 juin. — L'agence Reuter croit savoir que le nombre des prisonniers faits par les Italiens est environ de vingt mille.

Le roi Victor-Emmanuel a lancé un ordre du jour à ses troupes pour leur dire la joie et l'admiration de l'Italie tout entière.

WASHINGTON, 28 juin. — Le général Pershing a envoyé un régiment d'infanterie joindre les forces anglaises, françaises et italiennes sur le front italien, en vue de produire un effet moral sur les Autrichiens.

M. Baker, en annonçant cette nouvelle, a ajouté que le fait de prélever un régiment en France n'indique nullement l'étendue de la participation de l'Amérique sur le front italien qui sera effectuée plus tard. (Havas.)

LES COMMUNIQUÉS OFFICIELS

Front américain

(28 juin). — 21 HEURES. — Dans la région de Château-Thierry nous avons, de nouveau, amélioré nos positions au sud de Torcy. Les prisonniers faits par nous à cet endroit dans l'opération du 25 juin ont atteint le chiffre de 309, dont 7 officiers.

Il n'y a pas eu de nouvelles actions dans les autres secteurs tenus par nos troupes.

Il est établi que nos aviateurs ont abattu trois appareils ennemis dans la région de Toul, depuis le début de la semaine.

Front italien

(28 juin). — Sur l'ensemble du front, actions d'artillerie modérées. L'activité des groupes d'éclaireurs a donné lieu à quelques épisodes de lutte sur le mont Corno et au sud du Sasso-Rosso.

HIER SOIR DEUX ALERTES A PARIS

Trois jours de suite les avions ennemis se sont dirigés sur la capitale. Ils étaient déjà venus quatre fois de suite : les 29, 30 et 31 mai, et le 1^{er} juin.

Peu de minutes avant 23 heures, les sirènes fixes se firent entendre, suivies du hululement de quelques sirènes de pom-pes. L'alerte ne continuait pas longtemps et aucune bréloque ne signalait qu'elle fût finie.

Vers 23 heures 45, seconde alerte suivie, cette fois, dans le lointain d'un sérieux tir de barrage, qui se rapprochait peu à peu pour devenir intense à minuit et quart.

A minuit 45, la bréloque annonçait la fin de l'alerte.

C'est trois alertes de suite que Paris subit. Ce n'est pas un record. Nous avons eu quatre alertes successives les 29, 30 et 31 mai et le 1^{er} juin derniers.

Communiqué officiel (1 h. du matin)

Quelques avions ennemis se sont dirigés hier soir vers la région parisienne. Ils ont été violemment canonnés par nos postes d'artillerie. Ils ont lancé quelques bombes, mais on ne signale pas de victimes.

L'alerte, donnée à 23 h. 39, a cessé à minuit 30.

LE RAID D'AVANT-HIER

Les gothas firent 25 victimes
dont 11 morts

Complétant les informations que nous avons données dans notre précédent numéro sur le raid effectué au-dessus de Paris, dans la nuit de jeudi à vendredi, nous reproduisons ci-dessous la note officielle qui nous est parvenue hier matin, à onze heures :

On connaît maintenant le nombre des victimes du bombardement par avions de la nuit dernière : 11 morts et 14 blessés.

La plupart des personnes atteintes le furent dans les rues. Le gouvernement rappelle instamment, à cette occasion, qu'il est indispensable, en cas de raid, de se mettre à l'abri.

La population ne doit négliger aucune des mesures de précaution prévues et dont seule la stricte observation peut permettre d'atténuer les dangers des bombardements.

Cette attaque aérienne est la quarante-quatrième dont Paris a été l'objet.

Parisiens, soyez prudents !

Une fois de plus, nous exhorterons les Parisiens à observer les règles de la prudence. La plupart des victimes du dernier raid n'ont été atteintes que parce qu'elles les avaient négligées.

On pouvait voir dans les rues, sur les places, au milieu d'espaces vides, des groupes de personnes entretenant des conversations à haute voix.

Le ronflement des moteurs, l'éclatement des obus et l'explosion des bombes n'exerçaient aucun effet sur ces Parisiens si maîtres d'eux-mêmes, mais en même temps si imprudents.

Cinq personnes ont été tuées ainsi. Six autres ont été blessées : quatre expirèrent à l'hôpital où elles avaient été transportées. Elles avaient été victimes de l'explosion d'un seul engin tombé sur la chaussée.

Le président de la République, accompagné de membres du gouvernement, des préfets de la Seine et de police, de conseillers municipaux, est allé visiter, dans la nuit d'avant-hier et au cours de la matinée du lendemain, les endroits sinistrés, et apporter aux blessés le témoignage de sa sollicitude.

Une victime du raid de mercredi

Le commandant Teyssière, chef de bataillon au régiment des sapeurs-pompiers, est mort en dirigeant les opérations de secours pendant le raid de mercredi soir. Il était sur un toit, entouré d'épaisse fumée, lorsqu'on le vit chanceler. Sa mort est attribuée soit à l'asphyxie, soit à une embolie. Le commandant Teyssière, qui était âgé de cinquante-six ans, appartenait depuis vingt-deux ans au corps des sapeurs-pompiers.

L'empereur Charles reçoit M. de Seidler

BALE, 28 juin. — On mande de Vienne que l'empereur Charles a reçu, ce matin, M. de Seidler en audience particulière.

FRANÇAIS ET BRITANNIQUES ABATTENT 49 AVIONS

Vingt appareils figurent à notre tableau. Un nouvel "as" : le sous-lieutenant Sardier.

(OFFICIEL FRANÇAIS). — Les 26 et 27 juin, dix-neuf avions allemands ont été abattus ou mis hors de combat, et quatre ballons captifs ont été incendiés par nos équipages de chasse.

En outre, un vingtième appareil ennemi a été abattu par les moyens de la D. C. A.

Nos bombardiers, pendant la même période, ont jeté, tant de jour que de nuit, cinquante-huit tonnes de projectiles sur les terrains d'aviation de la Somme et de la région de l'Aisne, sur les cantonnements et bivouacs de Rozières-en-Santerre, Fismes, Guignicourt, les gares de Soissons, Fère-en-Tardenois, etc... Deux dépôts de munitions ont explosé et plusieurs incendies ont été constatés.

Le sous-lieutenant Sardier a abattu, dans la journée du 4 juin, deux ballons captifs allemands (10^e et 11^e appareils abattus jusqu'à ce jour par ce pilote).

OFFICIEL BRITANNIQUE. — Le 27 courant, nos appareils de reconnaissance, de réglage et de photographie, ainsi que nos ballons d'observation ont pu travailler toute la journée.

L'aviation ennemie a montré plus d'activité et des combats plus nombreux ont eu lieu. Vingt avions allemands ont été détruits, et neuf autres contraints d'atterrir désemparés. Quatorze de nos appareils manquent. Nous avons exécuté en arrière des lignes ennemies un violent bombardement, ayant jeté dans les vingt-quatre heures, vingt et une tonnes de bombes sur les embranchements de chemins de fer et sur d'autres objectifs.

Ludwigshafen bombardé

Dans la nuit du 26 au 27, nos avions ont attaqué les usines de produits chimiques de Ludwigshafen, les manufactures et voies de garage de Sarrebruck et l'aérodrome de Bolchen. Plusieurs bombes sont tombées sur un haut fourneau en activité à Sarrebruck. A l'aérodrome de Bolchen, deux hangars ont été incendiés ainsi qu'un appareil qui était dans l'aérodrome.

Au congrès travailliste de Londres

LONDRES, 28 juin. — Miss Mary Macarthur fait adopter une motion proclamant la nécessité de l'émancipation complète des femmes.

Puis l'assemblée vota par acclamations l'abolition de la Chambre des lords sans qu'une seconde Chambre soit créée pour la remplacer, et une motion en faveur de l'octroi du Home Rule à l'Irlande.

Le nouveau comité exécutif a résolu de se joindre au comité parlementaire des Trade-Unions pour demander au premier ministre une entrevue où serait discuté le refus des passeports à M. Troelstra.

La conférence a procédé à la nomination du nouveau comité exécutif.

M. J.-R. Clynes, ministre travailliste, est arrivé en tête de la liste avec plus de deux millions de voix.

MM. Ramsay MacDonald et Arthur Henderson conserveront leurs fonctions de trésorier et de secrétaire du comité exécutif.

On a appris en dernière heure que M. John Mac Gurr, de la fédération des mineurs, a été élu président du nouveau comité exécutif et M. W.-H. Hutchinson vice-président.

Le 4 juillet inauguration de l'avenue du Président-Wilson

Dans sa séance d'hier, le Conseil municipal a décidé d'inaugurer avec le plus grand éclat l'avenue du Président-Wilson.

Cette cérémonie aura lieu le 4 juillet, jour consacré à la fête de l'Indépendance des Etats-Unis, en présence du président de la République et des membres du gouvernement, auprès desquels le bureau a fait une démarche.

Nos édiles ont également adopté le rapport de M. E. Gay et décidé de donner le nom du général Gallieni à l'avenue qui, partant du pont Alexandre, aboutit aux Invalides, et le nom de Guynemer à la rue du Luxembourg.

Le prix de la viande

A l'issue du marché aux bestiaux de jeudi, les prix de vente au détail des viandes ont été révisés.

Pour le bœuf 1^{re} qualité, la baisse étant seulement de 10 centimes par kilo, les prix antérieurs ont été maintenus ; mais, sur les 2^e et 3^e qualités, tous les morceaux sont diminués de 25 centimes.

Les trois qualités du veau ont subi une réduction atteignant 40 centimes sur tous les morceaux de 3^e catégorie.

Même baisse sur les mêmes qualités du mouton ; aucun changement pour le porc.

CONCOURS DU CONSERVATOIRE

TRAGÉDIE

Le concours de tragédie n'a pas été étonnant, il n'a pas été mauvais ni ennuyeux, ni surtout fatigant. Les concurrents n'étaient que cinq : quatre jeunes personnes, et M. Escande, seul de son sexe. Chacun a obtenu sa récompense. Ils étaient venus frais et dispos, en dépit d'une nuit d'attente ; ils sont partis le sourire sur les lèvres. Les jurés avaient la mine de braves jurés qui se sont montrés indulgents sans être injustes. Les spectateurs eux-mêmes se sentaient meilleurs, bien étonnés de n'avoir entendu que des scènes de Racine et de Sophocle à un concours de tragédie, où on leur sert plus ordinairement des morceaux comiques. Est-ce que les traditions se perdent ?

Mlle Andrée-Bauer est une Esther un peu timide, et qui interprète ce rôle comme on imagine que le devait faire une demoiselle de Saint-Cyr. Sa timidité — ou plutôt sa modestie et sa décence — n'exclut pas le courage. Elle affronte Assur, elle écrase Aman de son mépris. Sa diction n'est pas encore sans défauts ni défectueux. Elle n'abîme pas les vers de Racine. Mlle Delannoy n'abîme pas non plus les honnêtes vers de Meurice et de Vacquerie, traducteurs de Sophocle : elle ne les transfigure pas. Mlle Limoges et Mlle Limoges nous ont donné deux scènes de *Bérénice*, et l'on ne saurait trop les féliciter, ou leurs professeurs, d'avoir choisi des morceaux de demi-ton : car elles ont toutes deux un tempérament sans violence, de la flamme, mais un feu doux. On pourrait même reprocher à Mlle Limoges un excès de gentillesse. Elle est, comme disait Molière, « mièvre et éveillée ». Je ne veux pas dire que Phéonice de Racine soit, si j'ose employer cet affreux jargon, une femme collante ; mais enfin, c'est une héroïne de Racine, et non pas de Marivaux.

M. Escande a bien mérité son second prix, et même, ce me semble, le premier. On peut douter qu'il ait un tempérament de tragédien : il a du moins un jeu parfaitement sobre et juste, beaucoup d'intelligence et de goût, l'art des nuances, une voix souple et du timbre le plus agréable — quand il ne la force pas — des attitudes suffisamment nobles sans pose, des gestes rares. Je souhaiterais qu'il respirât d'une façon moins ostensible quand il veut faire entendre qu'il est ému. Je sais bien que cette respiration tumultueuse est de mode au théâtre, mais elle n'est pas de mode dans la nature, et M. Escande a trop de naturel pour n'y pas renoncer. Il tiendra fort agréablement l'emploi des amoureux modérément dramatiques : il a du temps devant lui pour y être jeune, en attendant l'âge où on devient jeune parce qu'on ne l'est plus.

Abel HERMANT.

Voici les résultats :

Hommes : second prix, à l'unanimité, M. Escande (classe Raphaël Duflos).

Femmes : second prix : Mlle Baner (Truffier) et Delaur (Paul Mounet). Premier accessit, Mlle Delannoy (Duflos) et Limoges (du Minil).

Le Sénat vote les douzièmes et le budget de 1918

Après le vote de plusieurs cahiers de crédits additionnels, le Sénat a voté hier, à l'unanimité de 231 votants, le projet de douzièmes provisoires applicables au troisième trimestre de 1918.

M. Louis Martin fit une allusion à la note par laquelle il a été annoncé que le gouvernement préparait de nouvelles visites de réformes n^o 2 et d'exemptés :

— La note a été démentie, dit le sénateur du Var. J'espère que ce démenti est définitif. Le pays est prêt à tous les sacrifices, mais il ne faut pas abuser des récupérations.

Le rapporteur général de la commission des finances affirma que personne ne songeait à prendre des hommes inaptes au service.

— Il est bon que le pays le sache, dit M. Louis Martin. Des visites intempestives portent, sans résultat, un trouble considérable à la vie économique.

Le Sénat aborda ensuite la discussion du budget des services civils pour 1918, qui lui revenait de la Chambre. Il l'adopta sans modification à l'unanimité de 228 votants.

NOUVELLES BRÈVES

M. Clemenceau s'est rendu au milieu des troupes italiennes dans le secteur de Reims et les a vivement félicités pour leur belle attitude.

Le général Guillaumat est nommé président du comité de défense de Paris. MM. Puech, président du Conseil général et Chassaing-Goyon vice-président du Conseil municipal, feront désormais partie du comité.

Le lieutenant Jousset a entendu hier matin M. Jean Weber, ancien secrétaire de M. Charles Humbert au Journal. Hier après-midi, il a continué l'interrogatoire de M. Desouches.

A l'occasion de l'anniversaire de l'entrée en guerre de la Grèce à côté des Alliés, le maire du Pirée a envoyé un télégramme à M. Mithouard, président du conseil municipal de Paris.

M. Venizelos a adressé un chaleureux télégramme à M. Jounart.

Le Journal officiel publie ce matin un arrêté relatif à la délimitation du réseau de chemin de fer dit « Réseau des armées du Nord-Est », qui se trouve limité au sud par la ligne Trouville, Douzillé-Putois, Mézidon, Surdon, Alençon, Le Mans, Angers, Tours, Bourges, Montchanin, Chagny, Dole et Pontarlier.

Hier matin un biplan allemand endommagé par les tirs français a atterri en Suisse, entre Bonfol et Cœuvre. L'officier observateur était mort, le pilote n'est blessé que très légèrement.

Le maréchal Douglas Haig a adressé au général Diaz un télégramme par lequel il exprime son admiration pour l'armée italienne.

Une dépêche de La Haye au Times dit qu'une grave épidémie a éclaté à Mulheim, près de Cologne. Près de 20.000 ouvriers ont abandonné le travail en protestant contre la réduction de la ration de pain.

Les Etablissements JAMET-BUFFEREAU
les mieux organisés pour apprendre Steno,
Comptabilité, etc. — Paris, 96, Rue de Rivoli,
Succursales : Lyon, Bordeaux, Marseille. — Prog. gratuit.

CHAISES A VENDRE 350 bonnes et fortes chaises
draient pour salles de spectacles ou cinémas
4 DOUBLES PORTES CAPTONNEES, avec
leurs ferrures Baumer, en bon état, à vendre
S'adresser à M. SEIGNON, 20, rue d'Enghien, le
matin, de 11 heures à midi.

